



PROMOTION *GÉNÉRAL GALLOIS*

2016 -2017

**Les relations entre l’Égypte et l’Arabie saoudite depuis la
réintégration de l’Égypte dans la Ligue des Etats Arabes
(1990)**

Lieutenant-colonel David Gallard

Sous la direction de :

M^{me} Anne-Claire Bonneville

Maître de conférences chez Langues ’O-Ecoles de Coëtquidan

RESUME

En 1990, l’Egypte réintègre la Ligue des Etats Arabes. Elle avait toujours gardé un rôle important sur la scène internationale. Mais, le processus de normalisation entre elle et l’Arabie saoudite qui débute alors, est à souligner au travers des interactions et des projets de coopération, de la gestion du contrôle interne et du traitement de la question israélienne.

L’année 2011 marque, avec les printemps arabes, une rupture. Puis, poussé par la volonté d’écarter les Frères musulmans de toute influence dans la région, l’Arabie saoudite apporte un soutien massif à l’Egypte, notamment au nouveau président Sissi. Les objectifs des deux pays semblent communs pour résoudre les crises régionales afin de permettre à chacun des pays de se développer. Mais, la concurrence et les récentes divergences, conséquences de profonds désaccords socio-économiques et religieux, constituent un obstacle à la consolidation d’une relation de proximité naissante.

Face à la menace de l’arc chiite, l’Arabie saoudite mène une guerre sur tous les fronts négligeant sa politique intérieure sur le long terme. Quant à l’Egypte, malgré des projets prometteurs dans l’industrie pétrolière et gazière, la répression y est de plus en plus forte.

SUMMARY

In 1990, Egypt re-joined the leagues of the Arab states. This country had always maintained an important role on the international scene. But the process of normalization between Egypt and Saudi Arabia which begins at that time is to be emphasized through interactions and cooperation projects, the management of internal control and the treatment of the Israeli question.

The year 2011 marks a break with the Arab Springs. Then, urged by the will to remove the Muslim Brotherhood from any influence in the region, Saudi Arabia gives massive support to Egypt, headed by the new president Sissi. The objectives of the two countries seem to be common to resolve regional crises in order to allow each country to develop. But competition and recent divergences which are the consequences of profound socio-economic and religious disagreements constitute an obstacle to the consolidation of a new strongest relationship.

Faced with the threat of the Shiite arc, Saudi Arabia is waging war on all fronts, neglecting its domestic policy over the long term. As for Egypt, the repression is increasingly strong despite promising projects in the oil and gas industry.

PLAN

Première partie : Une normalisation des relations à partir de 1990.

- Retour de l’Egypte dans la famille arabe :
 - Interactions entre les deux pays (travailleurs égyptiens en Arabie saoudite – influence du modèle wahhabite en Egypte).
 - Des projets inaboutis de coopération militaire – convergences des alliances avec les Etats-Unis.
- Des préoccupations communes de contrôle interne : une menace équivalente ?
- Les relations avec Israël, point de discorde ?

Deuxième partie : Les printemps arabes, une rupture.

- Le bouleversement des printemps arabes :
 - Craintes saoudiennes, intervention à Manama.
 - Le renversement de Morsi et le soutien massif de l’Arabie saoudite.
 - Une proximité rétablie de l’Egypte et de l’Arabie saoudite devant les défis régionaux (Etat Islamique, Yémen).
- Des divergences qui se creusent depuis peu :
 - L’Arabie saoudite obnubilée par l’Iran.
 - Les choix de l’Egypte d’une ouverture à d’autres partenaires : les îles, approvisionnement en pétrole, la Syrie.

INTRODUCTION

Ecartée de la Ligue des Etats Arabes en 1979 après la signature du traité de paix israélo-arabe de Washington, l’Egypte la réintègre en 1990 à la suite de l’invasion du Koweït par Saddam Hussein. Fin de la Guerre Froide et fin de la longue et meurtrière guerre Iran-Irak, débute alors une période avec des nouvelles crises au sein même du monde arabe. L’Arabie saoudite, allié historique des Etats-Unis depuis les accords du Quincy le 14 février 1945, construit son influence régionale autour du pétrole et des lieux saints, qu’elle abrite et protège. Mais le rôle de l’Egypte dans le processus de normalisation des relations avec Israël depuis 1978, lui confère une place tout aussi importante. Aussi, il est intéressant d’analyser les relations entre ces deux pays qui, de par leur position géographique respective, ont une influence à la fois sur le Maghreb et le Machrek, et partagent en outre une gestion importante de la mer Rouge, zone d’intérêt économique et militaire mondiale. Faire cette étude depuis 1990 permet de voir l’évolution des relations entre ces deux pivots, les convergences et les divergences, jusqu’aux nouvelles crises des printemps arabes en 2011 et, plus récemment, les guerres au Yémen, en Syrie et en Irak.

Curieusement, si de nombreux ouvrages sur l’Egypte et l’Arabie saoudite existent, il est difficile voire impossible de trouver des études sur les relations entre ces deux acteurs historiques du monde arabe aux visions quelque peu éloignées d’un point de vue politique ou religieux. Le corpus utilisé est donc constitué d’ouvrages géopolitiques souvent dédiés à l’étude d’un seul des deux pays mais dans lesquels sont évidemment traitées les questions relatives à la politique extérieure. En revanche, de nombreux articles ont pour sujet les relations entre ces deux pays ou de façon plus large, le monde arabe, et permettent ainsi d’analyser les interactions dans les différents domaines (politique, économique, militaire et religieux). La difficulté majeure réside dans la durée de la période traitée, avec en ligne de mire les printemps arabes et les guerres au Levant et au Yémen, qui ne permet pas de disposer d’un recul nécessaire pour analyser ces questions contemporaines voire d’actualité.

L’étude des relations entre l’Egypte et l’Arabie saoudite depuis la réintégration de l’Egypte dans la Ligue des Etats Arabes, nous amène à nous poser différentes questions : quels sont les points de divergence et de convergence, pas seulement d’un point de vue politique ou religieux, mais aussi d’un point de vue stratégique dans les domaines économique et militaire ? Face au défi de la sécurité intérieure, quelles ont été les réalisations concrètes des dirigeants politiques dans ces deux pays depuis vingt-cinq années ? Disposant de ressources et

d'atouts incontestables, l'Égypte et l'Arabie saoudite peuvent-elles enfin lancer un marché économique au sein du monde arabe, ou leur faut-il attendre la résolution des crises régionales ? Finalement, la question israélo-palestinienne qui ne trouve toujours pas d'issue, n'est-elle pas l'obstacle majeur à un épanouissement du monde arabe ? Des tensions récentes sont apparues entre le président Al-Sissi et le roi Salman Ben Abdulaziz Al-Saud. Sont-elles le signe de divergences persistantes sur les questions politiques et religieuses ? Dans sa peur de la montée en puissance de l'Iran avec un « arc chiite », le royaume d'Arabie saoudite ne craint-il pas de perdre de son influence et d'avoir à faire face à une déstabilisation interne ?

Pour essayer de répondre à l'ensemble de ces questions, nous nous attacherons, dans une première partie, à comprendre comment à partir de 1990, s'organise le processus de normalisation entre l'Égypte et l'Arabie saoudite : interactions et projets de coopération entre les deux pays, gestion du contrôle interne et traitement de la question israélienne. Cette partie mettra en exergue les convergences et les divergences dans les relations extérieures, notamment avec les États-Unis. L'année 2011 marque avec les printemps arabes une rupture qui définira le début de la période étudiée dans la deuxième partie. Nous verrons comment après ce bouleversement politique et l'expérience courte des Frères musulmans à la tête de l'Égypte, l'Arabie saoudite apporte son soutien à son voisin avec pour objectif de résoudre les crises régionales. Nous terminerons par un focus sur les récentes divergences, entraves à la consolidation d'une relation de proximité naissante.

Première partie : Une normalisation des relations à partir de 1990.

- Retour de l’Egypte dans la famille arabe :

Si, sous l’ère du président Nasser, les relations entre l’Egypte et l’Arabie saoudite ont été marquées par l’inconstance, elles atteignent le point de rupture sous l’ère du président Sadate avec la signature du Traité de Washington le 26 mars 1979. Tirant les conclusions à la suite de l’assassinat de son prédécesseur, le président Moubarak change de politique extérieure en la recentrant sur le monde arabe et obtient de nouveau le soutien du royaume. Sa détermination pour obtenir la restitution du Sinaï (effective le 25 avril 1982) et sa persévérance sur le dossier palestinien quant à l’autonomie de cette région, lui ont permis de retrouver l’adhésion des « *pays arabes modérés, soucieux de réintégrer l’Egypte dans le giron de la famille afin de contrer l’influence des trublions régionaux (Libye, Syrie, Irak, Algérie, Yémen) et la menace que représentent à leurs yeux l’Iran islamiste et l’Union soviétique.* »¹

Aussi, dès 1984, l’Egypte retrouve sa place au sein de la Conférence islamique avant le retour officiel du siège de la Ligue des Etats Arabes au Caire en 1990. La participation active de l’Egypte à la coalition mise sur pied contre l’Irak lors de la première guerre du Golfe, légitime en effet ce retour sur le devant de la scène internationale. Le 1^{er} janvier 1992, Boutros Boutros-Ghali, alors ministre d’Etat aux affaires étrangères, devient secrétaire général de l’Organisation des Nations Unis, confirmant ainsi le rôle important de l’Egypte dans les négociations interétatiques dans la région du Proche-Orient. Comme le rappelle Moghira, ancien colonel de l’armée égyptienne devenu journaliste expert en stratégie militaire, c’est une « *victoire pour le pays, pour l’Afrique, pour les francophones, pour les Arabes surtout s’est-on aussitôt félicité après son élection au poste de ‘Monsieur Monde’.* »²

Ainsi, l’Egypte, qui avait toujours maintenu une place importante en tant que médiateur dans la région, renforce l’assise de son rôle dans les années 1990. Pour autant, a-t-elle véritablement pris la place de leader tant désirée depuis des décennies au sein du monde arabe ? L’Arabie saoudite, par sa position centrale, son pétrole et les lieux saints de l’islam qu’elle abrite, a su garder une influence largement comparable à celle de l’Egypte avec l’ensemble des pays voisins et le monde occidental.

¹ BATESTI Vincent et IRETON François (éd.), *L’Égypte au Présent. Inventaire d’une société avant révolution*. Paris, Sindbad-Actes Sud, 2011, p.250.

² MOGHIRA Mohamed Anouar, *L’Egypte, clé des stratégies au Moyen Orient. Trente ans de politique égyptienne et arabe sous H. Moubarak*, Éd. l’Âge d’Homme, Paris, 2009, p.92.

Dans ses relations avec le pays des Pharaons, elle recherche avant tout un allié pour stabiliser la région et ainsi, continuer à pérenniser ses échanges commerciaux sur fond de pétrole avec les pays occidentaux. En aucun cas, elle ne souhaite céder du terrain dans ses relations privilégiées avec les Etats-Unis, garantie de sa sécurité militaire et économique. Comme l'ensemble des pays de la région, le royaume saoudien n'a pas de véritable vision stratégique sur le long terme dans ses relations avec ses voisins. Nabli Hamdi, enseignant à l'Université Paris III Sorbonne Nouvelle, décrit le monde arabe comme « *un territoire géostratégique et non pas un acteur concepteur géostratégique. (...) Ainsi, le royaume d'Arabie saoudite espère consolider sa puissance régionale au Moyen-Orient grâce à ses revenus tirés du pétrole et sa manne financière, et cherche à devenir une grande puissance influente dans tout le monde arabe.* »³ Pour l'Arabie saoudite, l'Egypte fait partie d'« *une 'semi-périphérie' comprenant d'anciennes puissances sur le déclin* ». ⁴

En outre, le retour de l'Egypte dans le monde arabe ne change pas véritablement la situation dans la région sur le long terme. Si un nombre important de pays arabes s'était rangé du côté de la coalition menée par les Américains en 1991 pour libérer le Koweït, les Etats-Unis interviennent en Irak en 2003 malgré leur opposition. Aussi, la guerre semble omniprésente sur ce territoire où « *la politique y est la continuation de la guerre par d'autres moyens, pour inverser la formule de Clausewitz.* »⁵ Nabli va plus loin dans son analyse : « *dans ce pôle triangulaire d'influence instable qu'est la région du Moyen-Orient – composée de trois puissance amies-ennemies : l'Etat juif d'Israël, les Arabes sunnites et l'Iran chiïte –, la faiblesse géostratégique du monde arabe est due à sa propre incapacité à exister en tant que tel, à se transformer en interne suivant des intérêts convergents, et aux volontés occidentales de le voir rester faible.* »⁶

- Interactions entre les deux pays (travailleurs égyptiens en Arabie saoudite – influence du modèle wahhabite en Egypte).

Malgré ces difficultés, ayant sans doute pour origine l'omniprésence des pays occidentaux dans une région aux ressources importantes en pétrole, des interactions entre l'Egypte et l'Arabie saoudite existaient avant les années 1990 et perdurent les décennies suivantes. Pays possédant une forte démographie, l'Egypte fournit en effet une main d'œuvre nombreuse et

³ NABLI Hamdi « quelle géostratégie pour quel monde arabe ? », *IRIS*, Décembre 2015.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

qualifiée au royaume rentier qui peine à éduquer et former sa jeunesse pour tenir les emplois dans les différents secteurs de l'industrie pétrolière ou du bâtiment, mais aussi dans le secteur tertiaire. Cette émigration d'ouvriers et d'employés avait déjà été encouragée par la politique d'ouverture économique (*infitâh*) mise en œuvre par le président Anouar al-Sadate. Non négligeable pour l'économie égyptienne, elle constitue depuis les années 1970, 10 à 20% des ressources des ménages égyptiens. Loin de s'estomper dans les années 1990, le mouvement migratoire cesse de s'orienter vers l'Irak en raison de la guerre du Golfe, et prend résolument la direction de l'Arabie saoudite.

De retour du royaume, les émigrés égyptiens adoptent alors un mode de vie « à la saoudienne ». L'argent gagné par leur travail dans le royaume est synonyme de richesse et leur réussite financière favorise la diffusion du modèle wahhabite notamment dans les quartiers populaires en périphérie des grandes villes.

Parallèlement, il est intéressant de noter que depuis les années 1990, l'Etat se désengage de plus en plus de ces « *quartiers illégaux* »⁷. Absent à la fois dans le secteur économique, social et culturel, il laisse se développer une économie « informelle ».

Enfin, le dernier élément à prendre en compte, est le mouvement de réislamisation encouragé depuis 1967 et le choix du président Sadate de laisser un peu plus de liberté de manœuvre au mouvement des Frères musulmans.

Aussi, ces trois paramètres concomitants favorisent le développement de réseaux contestataires fondés sur un islamisme radical :

*« Plus qu'un problème d'ordre urbanistique ou purement 'légal', les quartiers illégaux représentent pour l'Etat, les professionnels de la ville et les médias une menace pour l'ordre urbain, mais aussi pour la sécurité du pays, en raison de la présence de réseaux islamistes dont ils seraient le principal foyer de recrutement. »*⁸

⁷ MOGHIRA Mohamed Anouar, *L'Égypte, clé des stratégies au Moyen Orient. Trente ans de politique égyptienne et arabe* sous H. Moubarak, Éd. l'Âge d'Homme, Paris, 2009.

⁸ *Ibid*, p.176.

- Des projets inaboutis de coopération militaire – convergences des alliances avec les Etats-Unis.

Créé en 1981 dans le contexte de la guerre Iran-Irak, le Conseil de coopération du Golfe (CCG) regroupe l'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis, le Koweït, Oman et le Qatar. Il doit principalement s'occuper des questions économiques mais les pays membres ont également signé des accords de défense et de lutte anti-terroriste. Si après la défaite de l'Irak en 1991, le monde arabe est profondément divisé et affaibli (la Jordanie, le Yémen, le Soudan et l'OLP sont boycottés par les pays du Golfe qui ne leur pardonnent pas d'avoir choisi le camp de Saddam Hussein), l'Égypte, désormais sur le devant de la scène, essaie « *d'imposer une 'protection' militaire aux monarchies du Golfe : c'est le sens de la déclaration de Damas, qui rassemble l'Égypte et la Syrie d'une part, les six pays du CCG de l'autre. Ces derniers, méfiants, préfèrent se placer sous le parapluie militaire américain.* »⁹

La diplomatie du monde arabe ne dispose donc pas d'une structure de coopération militaire solide et pèse peu face à la stratégie américaine. Contrairement à la première guerre du Golfe, Moubarak affiche en 2003 ses réserves quant à une intervention en Irak : « *Le respect de la souveraineté des Etats arabes est un leitmotiv de la diplomatie égyptienne* »¹⁰. Outre la présence des pays occidentaux, cet échec est aussi la conséquence d'une concurrence entre l'Égypte et l'Arabie saoudite. Cette dernière « *cherche en effet à accroître son rayonnement régional, non plus seulement par la voie de ses pétrodollars et de sa propagande religieuse, mais également sur le terrain de la diplomatie.* »¹¹.

Le manque de stratégie globale au sein du monde arabe est un frein à l'établissement concret d'une coopération militaire, et a pour conséquence (ou pour cause...) une alliance séparée de l'Égypte et de l'Arabie saoudite avec les Etats-Unis. Cet état de fait puise sans nul doute son origine dans les années 1950 avec les projets d'union du monde arabe qui, stratégiquement pouvaient nuire à l'influence américaine. Concernant le royaume, les accords du Quincy en 1945 lient fortement ces deux pays qui deviennent alors interdépendants : pétrole contre dollars et sécurité régionale. Quant à l'Égypte, à la faveur du processus d'Oslo, Moubarak lui donne une place importante auprès des Etats-Unis dans la gestion du conflit israélo-palestinien. Si Moubarak s'efforce de sortir de la relation quasi-exclusive avec les Etats-Unis,

⁹ AYAD Christophe, *Géopolitique de l'Égypte*, édition complexe, 2002, p.124.

¹⁰ BATTISTI Vincent et IRETON François (éd.), *L'Égypte au Présent. Inventaire d'une société avant révolution*. Paris, Sindbad-Actes Sud, 2011, p.270.

¹¹ *Ibid.*

sa politique reste toutefois favorable à une coopération entre les deux pays. Il semble, en effet difficile pour l’Egypte de se passer de son partenaire américain. Depuis les accords de paix de 1979, l’Egypte bénéficie en effet d’une aide financière conséquente, la plaçant à la seconde place des pays aidés par les Etats-Unis.

C’est donc logiquement que l’Egypte et l’Arabie saoudite sont sollicitées par la coalition menée par les Américains en 1990.

Les conséquences de cette intervention pour l’Egypte sont à la fois économique et stratégique : *« Entre 1990 et 1995 les dettes militaires contractées par l’Egypte, s’élevant à 17 milliards de dollars sont annulées par les présidents George Bush père puis Bill Clinton, en reconnaissance de la participation du pays au déclenchement de l’opération ‘Tempête du désert’, mais surtout en sa qualité de ‘second allié après Israël’ au Moyen-Orient. »*¹²

Cependant, cette gestion des alliances a des conséquences directes sur les relations entre les pays dans la région car si *« les Etats-Unis savent pouvoir compter sur un précieux ‘ami’ (...) Washington n’opère pas un flux continu de dollars exclusivement vers Le Caire. Hormis Israël, la Jordanie et l’Arabie saoudite représentent eux aussi les ‘privilegiés’ de l’administration américaine au Moyen-Orient. Ce qui complique les relations entre les dirigeants arabes bénéficiant de la manne américaine. »*¹³

En outre, si cette politique américaine engendre une forte dépendance de l’Egypte et de l’Arabie saoudite, elle n’est pas sans conséquence sur la situation dans chacun des deux pays arabes où celle-ci est souvent mal perçue par une majorité de la population.

Les effets du soutien financier et militaire des Américains ne sont pas toujours visibles avec une pauvreté grandissante en Egypte dans les zones urbaines où les groupes extrêmes et les Frères musulmans militent pour un antiaméricanisme. C’est d’ailleurs, pour ces groupes, une façon indirecte de critiquer le gouvernement égyptien.

Avant les attentats du 11 septembre 2001, les relations entre l’Arabie saoudite et les Etats-Unis sont décrites par le politologue franco-libanais Basbous de la façon suivante :

« Le fonctionnement du système était simple : en contrepartie de la protection de la superpuissance américaine, l’Arabie assurait la sécurité de l’approvisionnement pétrolier de

¹² MOGHIRA Mohamed Anouar, *L’Egypte, clé des stratégies au Moyen Orient. Trente ans de politique égyptienne et arabe sous H. Moubarak*, Éd. l’Âge d’Homme, Paris, 2009, p.131.

¹³ *Ibid.*

l'Occident. Elle réinvestissait ses pétrodollars, soit dans des commandes d'armes – cent milliards de dollars au cours du dernier demi-siècle au profit du seul protecteur américain –, soit dans des achats d'usines clés en main ou des placements financiers aux Etats-Unis et en Europe. Le wahhabisme intolérant et xénophobe qui était l'assise intérieure du régime bénéficiait des dollars de la rente et feignait de fermer les yeux sur cette 'compromission'. »¹⁴

Le paradoxe dans les relations entre le royaume et le géant américain est mis au grand jour avec les attentats du 11 septembre 2001. Il constitue d'ailleurs un des piliers fondateurs du groupe terroriste Al-Qaïda. Une vidéo¹⁵, diffusée sur Al-Jazira le 7 octobre 2001, montrait le leader de ce groupe, Oussama Ben Laden, menacer le monde occidental : « *Je jure par Dieu que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes.* »

En effet, en Arabie saoudite, la présence de l'armée américaine sur la terre sacrée de l'Islam, qui s'est renforcée après 1991, est vécue par les Salafistes comme une trahison du gouvernement et du roi Fahd.

- Des préoccupations communes de contrôle interne : une menace équivalente ?

La « compromission », dont parle Basbous supra, à propos du wahhabisme, est utilisée par les mouvements radicaux comme le salafisme en Arabie saoudite, ou les Frères musulmans en Egypte, pour renforcer leur rôle d'opposition aux pouvoirs en place. En outre, les deux pays ont en commun la gestion d'une menace de même type : le terrorisme. Cependant, il est difficile de savoir quelle est l'implication réelle des groupes d'opposition dans les réseaux terroristes.

L'Egypte prend conscience tardivement de la menace localisée au Sinaï dans les années 2000 et peine à organiser sa lutte militaire dans cette région, en raison des accords israélo-égyptiens et de la démilitarisation d'une partie de la péninsule. Quant à l'Arabie saoudite, le gouvernement concentre ses efforts sur la canalisation des mouvements aux ambitions politiques trop marquées et également sur la gestion des immigrants, « terroristes potentiels », parmi lesquels des Egyptiens, qu'elle n'hésite pas à expulser de son territoire après les attentats du 11 septembre 2001. La peur du royaume saoudien et la concurrence sur la scène internationale avec le voisin égyptien constituent un obstacle à l'établissement d'une

¹⁴ BASBOUS Antoine, *L'Arabie Saoudite en guerre*, édition Perrin, 2004, p.161.

¹⁵ « Les principales déclarations d'Oussama Ben Laden depuis 2001 », *Le Monde*, 2 mai 2011.

coordination efficace, dans une lutte finalement isolée et reposant principalement sur les services de sécurité intérieure.

En Egypte, les deux groupes armés, le Djihad islamique et la Gama'at al-islamiya, sont à l'origine des crimes dans les années 1990 et 2000, essentiellement à l'encontre des touristes pour déstabiliser cette ressource économique. Moubarak applique alors une politique de répression de plus en plus sévère lui permettant de reconduire systématiquement un nouveau mandat. Dans cette gestion à court terme de la menace, Hosni Moubarak compose avec les Frères musulmans en raison de leur influence. La posture adoptée par le président égyptien a des conséquences sur le long terme : *« en réprimant sans proposer d'alternance politique ni aucune perspective citoyenne au système de l'Etat à la majorité 'légaliste et pacifique' du mouvement fondamentaliste, incarnée par l'aile modérée des Frères musulmans, le pouvoir de Hosni Moubarak prend le risque voulu de radicaliser ceux qui ne se sont pas laissés effrayer. »*¹⁶ Proposant une *« islamisation non violente de la nouvelle société égyptienne, jeune et instruite, tendant à 'donner un contenu islamique à la modernité plus que d'opérer à un retour aux sources' »*¹⁷, la Confrérie s'intègre dans toutes les structures étatiques mais aussi dans les structures caritatives proposant une aide là où l'Etat a déserté. Aux élections législatives de 2000, elle fait sa première percée grâce à deux facteurs principaux : la situation économique égyptienne qui ne cesse de se dégrader et la pression américaine sur le gouvernement de Moubarak pour que ce dernier applique plus de démocratie.

De son côté, l'Arabie saoudite fait également face à des actes terroristes comme en 2003, en réponse à « l'occupation américaine ». Refusant toute ouverture et arcbuté sur les fondements du wahhabisme, le gouvernement saoudien réprime tant bien que mal les différents courants religieux dans la crainte d'un soulèvement, que ce soit du côté sunnite avec un salafisme qui s'oppose à certains choix du gouvernement, ou que ce soit du côté des chiites qui, après la première guerre en Irak, réclament plus d'égalité.

Si pour l'Egypte la principale menace réside dans le terrorisme, en politique intérieure, la structure de l'Etat reste solide et ne vacille pas quelle que soit l'opposition. En revanche, pour l'Arabie saoudite où le terrorisme est de moindre ampleur (ou avec moins de conséquences), le principal risque est de voir une opposition organisée conduire à l'éclatement du pays : *« l'exacerbation des tensions entre sunnites et chiites dans le Golfe risque de déboucher sur*

¹⁶ MOGHIRA Mohamed Anouar, *L'Egypte, clé des stratégies au Moyen Orient. Trente ans de politique égyptienne et arabe sous H. Moubarak*, Éd. l'Âge d'Homme, Paris, 2009, p.96.

¹⁷ *Ibid.*, p.126.

l'éclatement de l'Arabie et la dissociation entre pétrodollar et wahhabisme. Il n'est pas exclu qu'on assiste un jour au démantèlement du royaume, unifié en 1932, à l'instar de ce qu'il advint en URSS. »¹⁸

- Les relations avec Israël, point de discorde ?

Exclue de la Ligue des Etats Arabes pour avoir signé une paix séparée avec l'Etat hébreu, l'Egypte retrouve une place centrale avec la guerre du Golfe. Sans pour autant tenir la place de leader escomptée, elle joue cependant un rôle de premier plan dans les médiations entre les pays arabes, les pays occidentaux et Israël. Pragmatique, l'Arabie saoudite au jeu parfois flou dans ses relations avec les organisations dites religieuses, semble suivre les décisions du président Moubarak sans pour autant vouloir y donner une quelconque importance...

Si l'Egypte s'investit dans la gestion du conflit israélo-palestinien, c'est parce que son histoire est liée à l'Etat hébreu, mais aussi parce que la politique de normalisation des relations avec Israël a des conséquences directes sur la sécurité intérieure du pays : attentat en 1990 contre 9 touristes israéliens, « *en 1996, la Jamaa islamiya tue 18 touristes grecs, qu'elle avouera plus tard avoir pris pour des Israéliens, en représailles à l'opération 'Raisins de la colère' menée par Israël au Liban.* »¹⁹ Pourtant, le président Moubarak développe une stratégie en faveur de la Palestine en apportant son soutien à l'OLP. Fervent défenseur de la cause palestinienne, c'est un allié solide pour Arafat dans les négociations de paix avec Israël. La tenue du sommet anti-terroriste à Charm al-Cheikh en 1996, est une preuve de son investissement dans cette recherche d'une paix durable au Proche-Orient dans le cadre du processus d'Oslo.

Mais, les années 1990 représentent les « heures de gloire » du Hamas, qui par ses attentats entretient la violence dans la région. L'extrémisme religieux côté israélien conduit à l'assassinat d'Yitzhak Rabin en 1995. Malgré un effort de relance du processus de paix soutenu par le président égyptien, les échecs s'enchaînent : sommets de Charm al-Cheikh en 2000 et de Taba en 2001. Si la paix était restée froide entre l'Egypte et l'Etat juif, avec l'élection d'Ariel Sharon en 2001, « *la paix froide est devenue glaciale...* »²⁰.

Durant les années 90, la position de l'Arabie saoudite reste assez floue. Prônant l'aide caritative des structures religieuses comme elle le fait en Egypte, elle a sans doute financé les

¹⁸ BASBOUS Antoine, *L'Arabie Saoudite en guerre*, édition Perrin, 2004, p.182.

¹⁹ AYAD Christophe, *Géopolitique de l'Egypte*, édition complexe, 2002, p.118.

²⁰ *Ibid*, p.120.

Frères musulmans en Palestine alors sous l'influence d'Ahmed Yassine. Ce dernier met en œuvre le Hamas, bras armé de la Confrérie. Le mouvement palestinien est listé comme organisation terroriste par l'Égypte. L'Arabie saoudite, elle, semble s'abstenir sur le sujet.²¹

A partir des années 2000, la « paix glaciale » ne cède pas pour autant la place à l'idée d'une guerre entre les nations arabes et l'État hébreu dans la région. Si le refus d'Israël de signer le traité de non-prolifération (TNP) est considéré comme étant la principale menace par l'état-major égyptien, l'Égypte préfère agir dans le secret et participe avec la CIA à la refonte des services de sécurité palestiniens.

La question de la normalisation des relations avec Israël reste toujours un sujet sensible au sein du monde arabe. Désireux de stabiliser la situation sécuritaire dans la région, les avis diffèrent d'un État à l'autre sur l'attitude à adopter officiellement pour ne pas risquer d'être écarté, comme ce fut le cas pour l'Égypte. En outre, le soutien au processus de paix a souvent conduit à de nombreux attentats au sein même de l'Égypte, mettant en danger la sécurité et l'économie du pays. Pour le journaliste français Christophe Ayad, les relations interarabes sont dominées par « *un triumvirat composé de l'Égypte, de la Syrie et de l'Arabie saoudite. Ces trois partenaires se soutiennent et se neutralisent tout à la fois : aucune décision d'importance n'est prise sans leur aval. La Syrie s'oppose à l'Égypte et l'Arabie saoudite sur le processus de paix : Le Caire veille à ce que les condamnations d'Israël restent dans certaines limites tandis que Damas empêche une normalisation complète tant que le Golan n'aura pas été restitué.* »²²

Si officiellement, l'Arabie saoudite soutient le processus de paix, elle ne semble pourtant pas avoir véritablement de stratégie sur le dossier israélien. Plutôt dépendante de la stratégie américaine, elle essaie cependant de démontrer une certaine cohérence politico-religieuse vis-à-vis de sa population pour ne pas risquer une déstabilisation interne. Basbous souligne cette volonté politique du prince Abdallah en 2002 :

« En politique étrangère, le prince héritier, beaucoup moins inconditionnel de l'alliance américaine que le roi Fahd, donne la priorité à l'amélioration des relations interarabes, et d'abord, de celles de son pays avec l'Iran et l'Irak. Il dit ne pas concevoir 'que l'Arabie se

²¹ LAHAR FAYSAL, « Fiche technique n°2. Hamas mouvement de la résistance islamique hamas : harakat' al-muqawama' al-islamiyya falastin », *Outre-Terre*, 4/2005(n°13), p. 277-297.

²² AYAD Christophe, *Géopolitique de l'Égypte*, édition complexe, 2002, p.127.

dispute éternellement avec des pays arabes et islamiques alors qu'elle envisage de se réconcilier avec Israël.' »²³.

Le futur roi semble cependant jouer sur plusieurs tableaux à la fois :

« Le prince Abdallah a consacré les retrouvailles avec le régime de Saddam Hussein, en donnant à son vice-président, en mars 2002, une chaleureuse poignée de main et une accolade, geste apprécié de l'opinion saoudienne qui, en revanche, est très hostile à son 'plan' de normalisation avec Israël. Le rapprochement spectaculaire avec l'Iran obéit à l'objectif stratégique du prince héritier : écartier peu à peu l'armée américaine du Golfe et lui substituer un système régional de sécurité. »²⁴

Au bilan, malgré ce genre d'annonce sans effet, l'Arabie saoudite continue par la suite d'être l'allié incontournable des Etats-Unis, et préfère s'isoler avec le reste des pays du Golfe sur sa péninsule en stigmatisant la menace chiite incarnée par l'Iran... C'est donc plutôt le pragmatisme et l'immédiateté qui conduisent sa politique étrangère. Aussi, préfère-t-elle « s'appuyer » sur son voisin ou « suivre » l'attitude égyptienne sur le dossier israélien.

²³ BASBOUS Antoine, *L'Arabie Saoudite en guerre*, édition Perrin, 2004, p.119.

²⁴ BASBOUS Antoine, *L'Arabie Saoudite en guerre*, édition Perrin, 2004, p.120.

Deuxième partie : Les printemps arabes, une rupture.

- Le bouleversement des printemps arabes :
 - Craintes saoudiennes, intervention à Manama.

Les printemps arabes de 2011, nom poétique, s'apparentent plus à une « révolution » concernant l'Égypte. Celle-ci représente un véritable bouleversement au sein du monde arabe. Le mouvement de révolte naît d'un profond désir du peuple égyptien qui aspire à plus de liberté et de confort. Initialement, ce sont bien les plus jeunes et les radicaux de gauche qui manifestent alors que la pauvreté ne cesse d'augmenter dans les périphéries urbaines. Les salafistes, imprégnés du wahhabisme importé d'Arabie saoudite, rejoignent tardivement ce soulèvement populaire sans être pour autant animés par des revendications politico-religieuses.

Dans un premier temps, les Frères musulmans qui ont intégré depuis dix ans les structures politiques ne croient pas en cette « révolution » dans un régime autoritaire où la répression annihile tout soulèvement. Cependant, alors qu'ils sont de plus en plus présents parmi l'élite du pays et les intellectuels depuis quelques années, ils vont saisir dans un second temps cette opportunité pour occuper les places vacantes au sein de l'encadrement de ce mouvement populaire. L'ampleur de cette « révolution » pousse les États-Unis à se retirer du jeu, alors que l'Arabie saoudite soutient jusqu'au bout le président déchu Hosni Moubarak. La position américaine laisse au final une certaine rancœur chez son allié historique.

La révolution égyptienne a véritablement pris sa source parmi la jeunesse du pays et comme on peut le voir dans l'annexe I, l'Arabie saoudite a, en 2010, le même pourcentage de jeunes que l'Égypte (environ 50% de la population a moins de 24 ans). Aussi, pour empêcher un début de révolte, l'Arabie saoudite qui craint de voir s'étendre ce genre de mouvements d'opposition sur son sol, continue d'appliquer une politique de l'immédiateté en débloquent 100 milliards de dollars qu'elle réinjecte dans l'action sociale (hôpitaux, écoles...) et la création d'emplois dans l'administration au sein du royaume. Concomitamment à l'action financière, elle n'hésite pas à lancer une intervention militaire au Bahreïn, où la communauté chiite majoritaire, qui représente en outre la majorité des travailleurs exploités par le petit royaume sunnite, organise elle aussi, des manifestations.

Cette intervention militaire dirigée par l'Arabie saoudite se fait sous la coupe du Conseil de coopération du Golfe : le « Bouclier de la péninsule ». Faut-il y voir enfin une capacité

naissante de vraie coopération militaire entre les pays du Golfe²⁵ ? Cette action militaire reste surtout une action de « police » dont la motivation principale est de préserver le régime en place au Bahreïn. Toutefois, Riyad démontre clairement aux Etats-Unis sa capacité à être autonome pour gérer les problèmes internes à la péninsule arabe en réponse au retrait américain dans la gestion finale de la crise égyptienne, perçu comme un abandon.

- Le renversement de Morsi et le soutien massif de l'Arabie saoudite.

Arrivé démocratiquement au pouvoir, le président du Parti Liberté et Justice ne reste en place qu'une seule année à la présidence de l'Egypte. Dans un pays qui n'a toujours pas retrouvé le calme, Morsi fait face au mouvement d'opposition Tamarod qui réunit 15 millions de signatures et plusieurs millions de manifestants. Opportunistes dans cette révolution égyptienne, les Frères musulmans semblaient répondre aux attentes du peuple sans apporter pourtant de véritable solution politique : « *Son échec est d'abord la sanction des erreurs et des maladresses d'un mouvement qui n'avait manifestement ni les cadres, ni les compétences pour exercer efficacement le pouvoir. Mohamed Morsi ne s'est pas montré à la hauteur de ses responsabilités.* »²⁶

Aussi, dans une situation interne toujours instable, l'armée reprend les rênes du pouvoir, dans un pays sédentarisé autour du Nil où la structure même de l'Etat ne semble pas en danger malgré les secousses politiques. Sissi, alors général charismatique, chef des renseignements militaires et entre autre d'une grande piété, s'impose comme le nouveau leader avec une popularité renforcée sans pour autant développer le culte de la personnalité. Difficile de savoir si l'Arabie saoudite a joué un rôle dans la chute de Morsi, mais l'aide financière apportée dès l'arrivée de Sissi au pouvoir est massive et contribue à la stabilisation interne. Le nouveau prétendant à la présidence égyptienne et le roi Abdallah se rejoignent en effet dans la lutte contre les Frères musulmans : « *l'establishment militaire considère que la tolérance montrée par le président Moubarak a permis à la Confrérie d'étendre son influence et facilité sa prise de pouvoir, et qu'il convient de l'éradiquer une fois pour toute.* »²⁷.

La faillite est évitée en 2013, grâce à la manne financière de l'ensemble des pays du Golfe, Arabie saoudite en tête. Le Qatar quant à lui est mis au ban, à cause de son soutien apporté aux Frères musulmans pendant les printemps arabes... En échange des aides de ces pays du

²⁵ DAZI-HENI, Fatiha. « Le Conseil de coopération du Golfe : une coopération de sécurité et de défense renforcée. » *Sciences Po*, 2011.

²⁶ BAUCHARD Denis, « Les défis de l'Egypte du président Sissi », *Note de l'IFRI*, avril 2015.

²⁷ *Ibid.*

Golfe, « *l’Egypte accueille leurs entreprises, notamment dans le domaine du bâtiment et des travaux publics. Elle intervient pour éradiquer l’influence des Frères musulmans, qualifiés de terroristes par l’Arabie saoudite comme par les Emirats arabes unis.* »²⁸ L’objectif est donc clair pour l’ensemble des acteurs, et il n’est pas seulement économique mais aussi politique, avec toujours cette crainte du royaume saoudien de voir l’instabilité gagner son territoire.

Pour nuancer cette dépendance de l’Egypte, il faut souligner que « *l’économie informelle – sans doute de l’ordre de 50% du PIB – a joué un rôle amortisseur de la crise.* »²⁹ Le canal de Suez assure quant à lui toujours une partie de la rente et, en 2014, les transferts des travailleurs émigrés (dont une majorité est certes en Arabie saoudite) atteignent près de 20 milliards de dollars. Aussi, « *la politique de réforme financière menée depuis 2013, conjuguée avec la stabilisation de la situation politique, a ramené la confiance des marchés dans l’économie égyptienne, sans l’intervention du FMI.* »³⁰

- Une proximité rétablie de l’Egypte et de l’Arabie saoudite devant les défis régionaux (Etat Islamique, Yémen).

Si l’étude des relations avec Israël dans la première partie n’a pas permis de mettre en exergue des points évidents de discorde, la convergence n’était pas véritablement établie non plus. En revanche, à la suite des printemps arabes et plus récemment, sur les dossiers de l’Etat Islamique et du Yémen, l’Egypte et l’Arabie saoudite se rejoignent dans la lutte contre l’expansion du terrorisme, avec surtout comme objectif principal : éviter la paralysie de la mer Rouge (axe maritime pour les échanges commerciaux : Canal de Suez - détroit de Bab-El-Mandeb) dont les effets seraient néfastes sur leur économie rentière (voir annexe II). La sécurisation des deux extrémités de la mer Rouge passe par une intervention militaire au Sinäi sous la responsabilité de l’Egypte et une intervention militaire au Yémen sous la responsabilité de l’Arabie saoudite.

Depuis 2011, la partie nord du Sinäi abrite le mouvement Ansar Beit Al-Maqdis, regroupant environ un millier de combattants. « *Se réclamant à l’origine d’Al-Qaïda, il fait maintenant allégeance à l’Etat islamique : ses membres, comme son Etat-major, restent principalement dans les tribus locales, avec un renfort de Palestiniens venus de la bande de Gaza.* »³¹ Cette zone tampon entre l’Egypte et le Proche et Moyen-Orient, a longtemps été délaissée et

²⁸ BAUCHARD Denis, « Les défis de l’Egypte du président Sissi », *Note de l’IFRI*, avril 2015.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *Ibid.*

³¹ *Ibid.*

négligée. La région pauvre est peuplée de bédouins sédentarisés sans emploi. Aussi, « *les djihadistes semblent bénéficier de la sympathie d'une partie de cette population, dont ils sont largement issus* »³². Pour lutter contre ces groupes terroristes, l'action militaire est logiquement menée par l'Égypte, mais elle bénéficie aussi de l'appui de la Jordanie et de l'Arabie saoudite, qui souhaitent sécuriser leur frontière. Aussi, les trois pays arabes, se sont rapprochés d'Israël, incarnant leur « *salut paradoxal* »³³. L'État hébreu fournit en effet des informations satellitaires et permet à l'Égypte d'introduire plus de soldats et plus de matériels lourds, en dépit des limitations fixées par les accords de 1979.

L'autre grand défi sur lequel se retrouvent l'Égypte et l'Arabie saoudite, c'est la guerre au Yémen. L'Égypte ne peut accepter que des forces mettent en péril la sécurité du détroit de Bab El-Mandeb et donc du trafic maritime du canal de Suez. Elle s'est donc engagée rapidement au côté du royaume saoudien, en déployant quatre navires de ses forces navales au large du Yémen. L'opération « *Tempête Décisive* » contre les positions de la milice chiite des houthistes, alliée à l'Iran, semble être un véritable coup de force diplomatique de la part de l'Arabie saoudite qui a réuni une dizaine de pays arabes et sunnites dans cette coalition. Lors du sommet de la Ligue des États Arabes en 2015, Sissi a d'ailleurs souhaité mettre en place une telle coalition (« *armée arabe* ») pour lutter contre le terrorisme, sans véritablement donner suite. Mais la réussite du royaume saoudien doit être nuancée : « *La motivation de cette coalition résulte moins dans l'idéal panarabe, que dans la volonté de constituer un bloc sunnite contre l'arc chiite structuré autour de l'Iran...* »³⁴

- Des divergences qui se creusent depuis peu :
 - L'Arabie saoudite obnubilée par l'Iran.

L'intervention militaire américaine en Irak en 2003 a eu pour conséquence l'arrivée au pouvoir des chiites. Ce changement d'influence en Irak a alors renforcé la position de l'Iran dans la région faisant craindre à l'Arabie saoudite, mais aussi à l'ensemble du monde arabe dont l'Égypte, « *le spectre d'un 'arc chiite', allant du Liban jusqu'au nord-ouest de l'Afghanistan* »³⁵ (voir annexe III). L'arrivée du président Obama à la tête de la grande puissance américaine en 2008 s'est accompagnée d'une politique d'ouverture notamment vers

³² BAUCHARD Denis, « Les défis de l'Égypte du président Sissi », *Note de l'IFRI*, avril 2015.

³³ BENILLOUCHE Jacques, « Et si Israël devenait un ennemi frontal de l'État Islamique ? », *Le Monde*, 7 juillet 2015.

³⁴ NABLI Bélig, « Vers une « armée de la Ligue arabe » ? », *IRIS L'Économiste maghrébin*, 13 avril 2015.

³⁵ NABLI Bélig, « L'Arabie Saoudite et ses ennemis chiites », *L'économiste maghrébin IRIS*, 7 janvier 2016.

l'Iran. L'objectif était de diminuer les tensions dans la région avec le risque de froisser les relations anciennes avec l'allié de longue durée du Golfe. Finalement, pour contrer cette montée en puissance iranienne, les sunnites irakiens, qui se sont sentis humiliés sous le régime autoritaire de Nouri al-Maliki, rejoignent les rangs de Daech. Depuis 2014, l'Irak est de nouveau en guerre.

Ce « rapprochement » de l'Iran et des Etats-Unis s'accompagne en outre de l'accession à une certaine indépendance énergétique des Américains liée à la révolution du gaz de schiste. Se sentant alors « abandonnée » politiquement et économiquement, l'Arabie saoudite se lance dans des politiques contre-productives comme au Yémen. Le roi Salman a dès son arrivée au pouvoir le 23 janvier 2015, affirmé son souhait de voir son pays « *incarner le leadership arabe et sunnite* »³⁶. L'exécution de l'ayatollah Nimr Baqer Al-Nimr, début 2016, ne fait qu'accroître les tensions entre les deux régimes théocratiques. Les conflits régionaux (Syrie et Yémen) leur permettent de mener une guerre par procuration dans cette « guerre froide » du Moyen-Orient.

La position de l'Egypte sur la question iranienne n'est pas aussi tranchée qu'elle a pu l'être sous l'ère du président Hosni Moubarak. Jusqu'en 2011, l'Egypte et l'Arabie saoudite ont combattu contre l'influence du Hezbollah, dont le soutien financier est assuré par l'Iran. Associés dans la lutte contre le mouvement libanais, les deux pays craignaient à la fois de voir se perpétrer de nouveaux actes terroristes et aussi une montée en puissance d'une opposition chiite. Le président Sissi, qui a renforcé son alliance avec la Russie, ne peut désormais éviter un assouplissement voire un retournement dans les relations avec l'Iran. En effet, depuis la chute de l'URSS, les relations entre la Russie et l'Iran n'ont pas cessé de s'améliorer, allant jusqu'au soutien de la Russie dans le programme nucléaire iranien. Aussi, le président doit composer avec ces deux acteurs et à son arrivée à la tête de l'Egypte, sa « *réponse au message de félicitations du président Hassan Rohani a été aimable* »³⁷. Et même, s'il avait alors déclaré « *l'Egypte n'abandonnera pas ses frères du Golfe et fera le nécessaire pour les protéger* »³⁸, l'Arabie saoudite ayant récemment stoppé sa livraison de pétrole à l'Egypte, conduit Sissi à se tourner vers d'autres partenaires pour diversifier les soutiens économiques et politiques. L'Iran possédant une grande réserve de pétrole pourrait ainsi faire partie des protagonistes.

³⁶ NABLI Béligh, « L'Arabie Saoudite et ses ennemis chiites », *L'économiste maghrébin IRIS*, 7 janvier 2016.

³⁷ BAUCHARD Denis, « Les défis de l'Egypte du président Sissi », *Note de l'IFRI*, avril 2015.

³⁸ *Ibid.*

- Les choix de l’Egypte d’une ouverture à d’autres partenaires : les îles, approvisionnement en pétrole, la Syrie.

En avril 2016, un accord est signé entre les gouvernements égyptien et saoudien concernant la rétrocession à l’Arabie saoudite des îles de Tiran et Sanafir à l’entrée du golfe d’Aqaba (voir annexe IV). Cet accord fait suite aux milliards d’investissements du royaume en Egypte depuis l’arrivée de Sissi au pouvoir et le projet saoudien d’un pont reliant les deux pays, favorisant ainsi la libre circulation. Mais la population égyptienne, très hostile à cet accord pour des raisons essentiellement historiques (îles acquises à l’issue de la guerre des Six jours) a manifesté son mécontentement et démontré ainsi son nationalisme à l’encontre du royaume saoudien. Aussi, dès le mois de juin, le tribunal du Caire annule cet accord en raison de l’absence de consultation préalable de la justice. L’Arabie saoudite garde le silence pour ne pas mettre le gouvernement de Sissi dans l’embarras. Cet évènement n’est pas véritablement un point de divergence entre les deux pays, mais il marque singulièrement l’hostilité du peuple égyptien à l’égard du royaume saoudien.

En revanche, comme vu supra à propos de l’Iran, les ressources énergétiques, qu’il s’agisse d’exporter ou d’importer, font, elles, l’objet de divergences. Elles sont d’ailleurs parfois utilisées comme moyen de chantage par l’Arabie saoudite sur l’Egypte. Cette dernière essaie donc d’élargir le cercle de ses partenaires.

En 2012, l’Egypte a fait le choix d’arrêter ses livraisons de gaz vers la Jordanie et Israël pour faire face à l’accroissement de sa consommation. En 2015, il était déjà même envisagé d’inverser le flux pour faire venir le gaz israélien. Cette même année, un accord est conclu avec la Russie pour approvisionner l’Egypte en gaz jusqu’en 2019. Ce besoin de gaz a paradoxalement un effet très positif sur l’économie égyptienne qui redouble d’efforts pour explorer ses eaux territoriales. De plus, comme le rappelle Benjamin Augé, chercheur à l’institut français des relations internationales : « *L’Egypte est un pays singulier disposant d’une forte capacité de l’Etat – quel que soit son président – à se mobiliser rapidement pour développer des projets pétroliers et gaziers.* »³⁹ Aussi, depuis les printemps arabes, l’instabilité politique n’a pas empêché les compagnies pétrolières de rechercher de nouveaux sites. Mais, il faudra attendre d’ici 2020 avant de pouvoir exploiter ces gisements potentiels localisés à 2000 mètres en eau profonde. En attendant, le choix du gouvernement d’acheter

³⁹ AUGÉ Benjamin, « L’espoir d’une indépendance énergétique retrouvée en Egypte », *note de l’IFRI*, février 2016.

du gaz israélien pourrait conduire à une crise politique interne. En effet, les Frères musulmans qui possèdent toujours une certaine influence notamment chez une partie de la population islamiste radicalisée, se font les porte-paroles d'une opposition à toute relation avec l'Etat hébreu.

Sous l'impulsion du président Sissi, l'élargissement des partenariats n'est pas limité aux ressources énergétiques. Il se fait ou se poursuit dans les autres secteurs d'activités économiques ou militaro-industrielles. La Russie et l'Egypte ont des accords de coopération dans les domaines suivants : la livraison de céréales, la construction d'une centrale nucléaire, l'exploration pétrolière ou encore la promotion du tourisme russe. La Chine est également un pays cible de cette diversification des relations. Cette dernière a investi en 2015 plusieurs milliards de dollars dans le domaine ferroviaire et dans celui de la production et du transport d'énergie électrique. Enfin, certains pays européens bénéficient également de liens particuliers dont la France qui a vendu 24 avions de chasse Rafale, des missiles, une frégate et deux navires BPC (Bâtiment Projetable de Commandement).

Parmi ces multiples partenaires, les Etats-Unis ne sont pas en reste. Si le gouvernement égyptien garde une certaine rancœur contre la politique du président Obama – « *lâchage américain du président Moubarak ; complaisance voire soutien à l'égard des Frères musulmans et du gouvernement Morsi* »⁴⁰ –, l'aide militaire annuelle de 1,5 milliards de dollars a été rétablie avec la livraison d'hélicoptères Apache et d'avions de chasse F16. Il ne faut pas oublier que les intérêts sont réciproques : « *le rôle de l'Egypte comme garant du respect des accords de Camp David est trop important pour que les désaccords aboutissent à une rupture.* »⁴¹ En outre, il est important de souligner que l'Egypte n'a pas sombré dans le chaos après 2011. Il reste primordial pour les Etats-Unis de la soutenir dans sa lutte contre le terrorisme.

Les ambitions du président Sissi en politique étrangère sont donc très hautes. Il affiche clairement une volonté d'ouverture vers plusieurs partenaires en rassurant notamment l'opinion internationale (non arabe) quant à sa conception d'un islam moderne : « *Son discours à la mosquée Al-Azhar, le 28 décembre 2014, par son caractère direct 'Nous devons révolutionner notre religion' a sidéré le public officiel et les religieux présents, mais a été*

⁴⁰ BAUCHARD Denis, « Les défis de l'Egypte du président Sissi », *Note de l'IFRI*, avril 2015.

⁴¹ *Ibid.*

reçu favorablement par l'opinion libérale. »⁴² Cette approche religieuse est un point fort de discorde avec l'Arabie saoudite. Il s'est d'ailleurs confirmé lors de la conférence sur l'Islam à Grozny en août 2016 réunissant entre autres les présidents Poutine et Sissi et pendant laquelle le wahhabisme a clairement été mis en cause pour sa dérive radicale conduisant certains mouvements vers le terrorisme.

En septembre 2016, l'Arabie saoudite coupe le robinet pétrolier vers l'Egypte en « représailles » à la position du président égyptien sur le dossier de la guerre en Syrie. En effet, hostile à toute intervention dans les affaires intérieures d'un pays, Sissi préfère se rallier à la politique russe qui apporte son soutien au président Bachar Al-Assad. Le choix du président égyptien est motivé par une volonté de s'ouvrir à la Russie et donc, comme nous l'avons vu précédemment dans le paragraphe « l'Arabie saoudite obnubilée par l'Iran », il doit également conjuguer avec l'Iran. Pour l'Arabie saoudite, cette position est inacceptable. Sa contribution à la coalition contre l'Etat Islamique n'a d'autre but que de maintenir une influence sunnite autour de l'Iran tout en affaiblissant le régime de Bachar Al-Assad. Pour les deux puissances régionales arabe et perse, le conflit syrien constitue bien une opportunité de guerre par procuration dans un climat de retour de « guerre froide ».

Cet autre point de divergence est donc la conséquence des partenariats diversifiés de l'Egypte, mais il faut aussi rappeler ce que nous avons vu auparavant : les désaccords en politique extérieure entre l'Egypte et l'Arabie saoudite se déclinent aussi sous le prisme militaire. Malgré l'injection d'aides financières du royaume pour permettre l'achat de matériels militaires à l'Egypte, il n'y a pas de véritable coopération militaire. L'intervention de l'Egypte au Yémen reste toute relative (4 navires) et cette dernière a refusé d'envoyer des troupes au sol.

⁴² *Ibid.*

CONCLUSION

Ainsi, malgré des intérêts convergents (exploitation des ressources naturelles, maintien de la sécurité des points géographiques clés pour le trafic maritime sur la mer Rouge), une véritable alliance entre l’Egypte et l’Arabie saoudite semble difficile à atteindre dans tous les domaines. Les différences culturelles entre un peuple plutôt sédentaire autour du Nil et un peuple, il y a encore un siècle, de nomades bédouins, représentent un obstacle majeur à tout rapprochement. Les divergences subsistent dans la conception religieuse et surtout dans la conception même de la structure de l’Etat.

A la recherche d’une stabilisation sécuritaire de la région, leur politique étrangère les a souvent rapprochés par le passé comme encore aujourd’hui sur le Yémen et le Sinaï. Mais, des points de divergences dans ce domaine sont également apparus. Le besoin d’aides économique ou militaire après la révolution de 2011, a incité l’Egypte à diversifier ses partenariats, loin des préférences saoudiennes. En outre, le président Sissi encourage le développement économique de son pays sur le long terme, et peut-être son autonomie, grâce aux projets des futures exploitations gazières. Pourrait-il obtenir l’indépendance financière tant souhaitée par Nasser mais abandonnée par Moubarak ?

Quant à l’Arabie saoudite, comme la Chine, elle étend son influence sur le continent africain. Paradoxalement, c’est en Afrique de l’ouest, notamment au Sénégal, qu’elle est présente. Le sommet de l’Organisation de la coopération islamique s’était tenu en 2008 à Dakar, et comme le note Philippe Hugon, directeur de recherche sur l’Afrique à l’institut de relations internationales et stratégiques : « *l’Arabie saoudite apporte son aide financière et développe le wahhabisme dans les pays ou zones à dominantes musulmanes* »⁴³.

Aussi, l’analyse, sur la situation au sein du monde arabe, de Bélich Nabli, également directeur de recherche à l’IRIS, peut s’appliquer au cas particulier de l’Egypte et de l’Arabie saoudite : « *La centralité de la souveraineté et de l’indépendance de chacun des États membres - concrétisée par la règle de l’unanimité - fait obstacle à tout rapprochement réel, voire des configurations unitaires sous la forme d’une ‘diplomatie arabe’, d’un ‘marché arabe’, d’une ‘monnaie arabe’, voire d’une ‘défense arabe’.* »⁴⁴

⁴³ HUGON Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement*, Genève, mars 2010.

⁴⁴ NABLI Bélich, « Vers une « armée de la Ligue arabe » ? », *IRIS L’Economiste maghrébin*, 13 avril 2015.

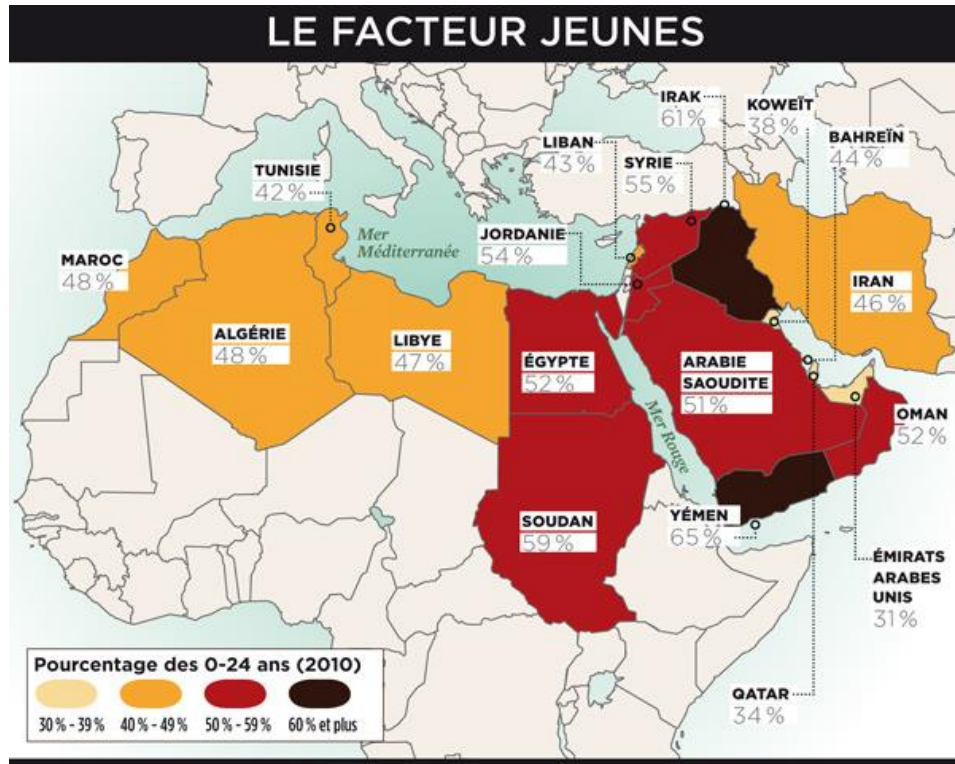
Pour finir, en politique interne, l'Arabie saoudite comme l'Égypte ont de gros défis à relever pour préparer l'avenir. Concernant l'Arabie saoudite « *Le secteur public, employeur de premier ressort pour les Saoudiens, ne pourra sans doute pas absorber les 4,5 millions de jeunes Saoudiens en quête d'emplois d'ici 2030.* »⁴⁵ En effet, les revenus tirés du pétrole, ressource financière principale du royaume, ne sont ni stables ni garantis à long terme. L'Égypte doit elle aussi accentuer son effort sur l'économie, et « *pratiquer une politique 'inclusive', du comportement des éléments salafistes qui peuvent s'inquiéter de la volonté du président de réformer l'islam* »⁴⁶. En effet, le président Sissi s'appuie sur son armée pour maintenir la sécurité interne, parfois au détriment des droits fondamentaux comme le rapporte Amnesty International en 2015. D'où cette interrogation sur l'Égypte de Denis Bauchard, actuellement conseiller pour le Moyen-Orient à l'institut français des relations internationales: « *Cette place éminente de l'armée n'est pas sans conséquences sur la vie politique, soulevant ainsi la question suivante : le régime est-il redevenu une dictature militaire ?* »⁴⁷ Cette question a sans doute, en 2017, trouvé une réponse positive.

⁴⁵ AOUN Marie-Claire, « Vers la fin de l'état rentier en Arabie saoudite ? », *Actuelles de l'Ifri*, février 2016.

⁴⁶ BAUCHARD Denis, « Les défis de l'Égypte du président Sissi », *Note de l'IFRI*, avril 2015.

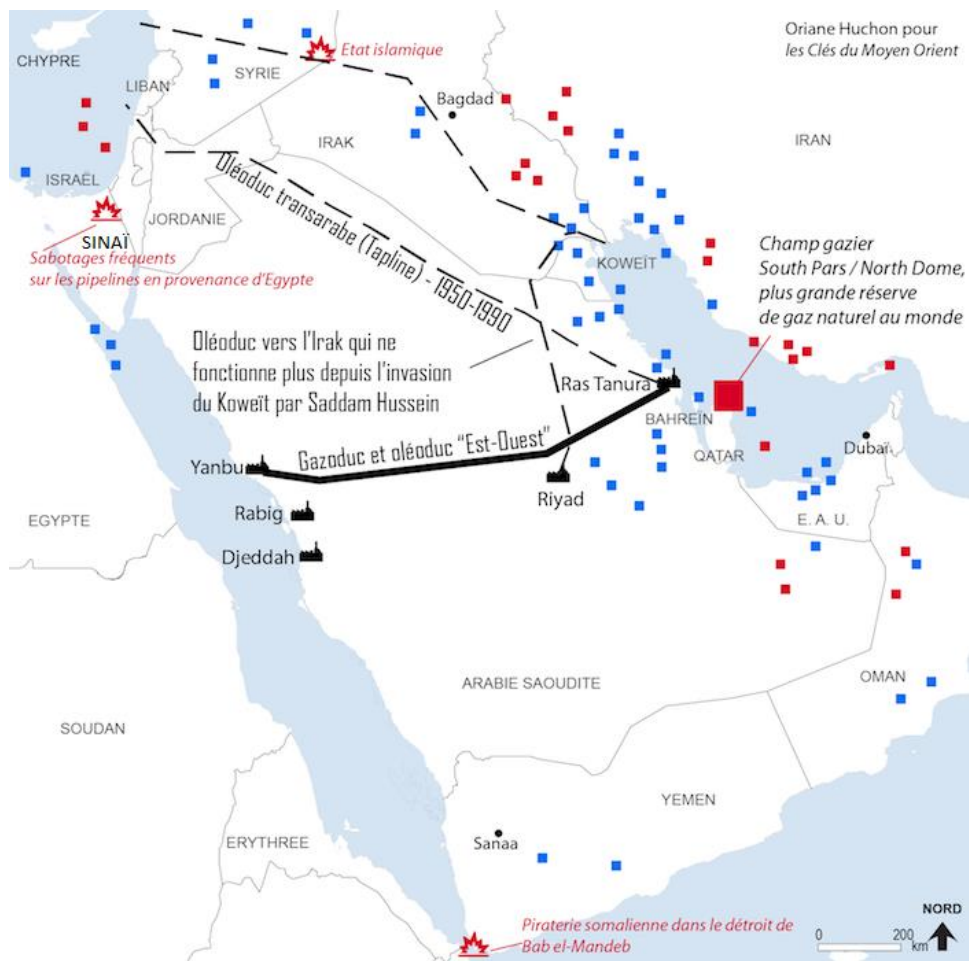
⁴⁷ *Ibid.*

Annexe I



Source <http://le-lutin-savant.com/moyen-orient-geographie.html>

Annexe II



Réserves et transports d'hydrocarbures au Moyen-Orient

Réserves en hydrocarbures

- Champs de pétrole découverts
- Champs gaziers découverts
- Raffinerie

Gazoducs et oléoducs

- Pipelines (gazoducs et oléoducs) principaux
- Pipelines ayant cessé de fonctionner



Zones de tensions

Oriane Huchon pour les Clés du Moyen Orient, Décembre 2016

Sources :

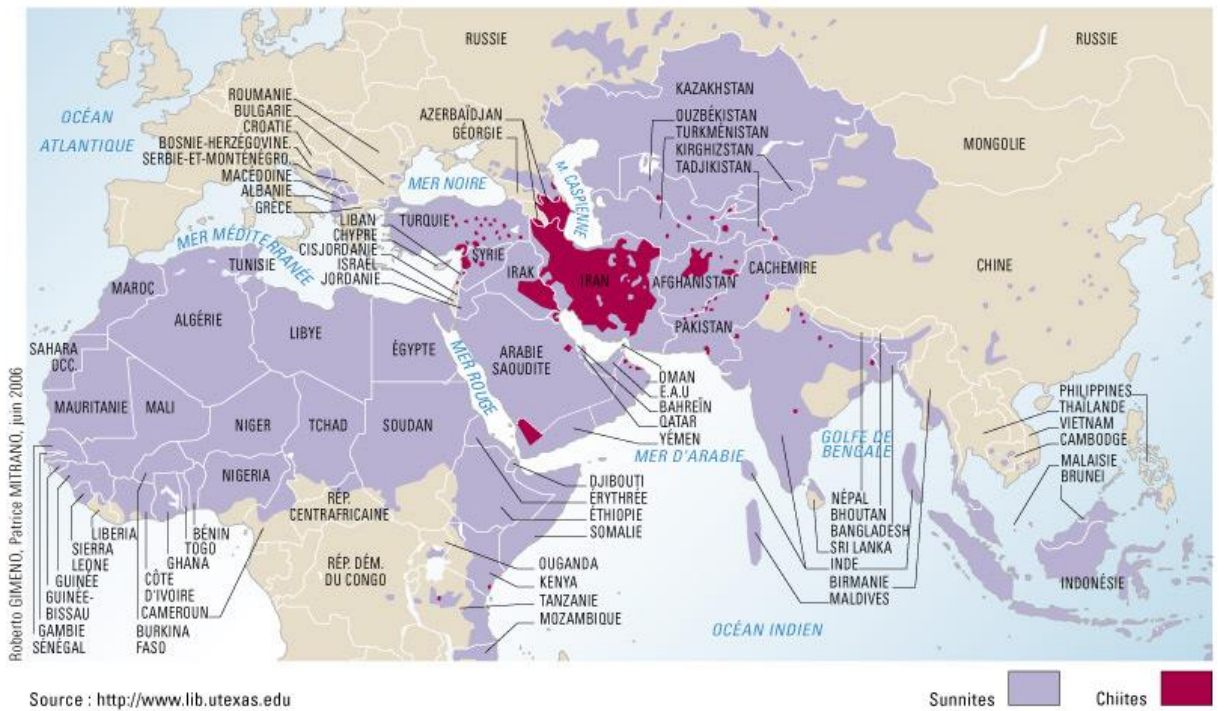
SAAB Matthieu, les Clés du Moyen-Orient
 Energy Information Administration (EIA)
 British Petroleum (BP)
www.globalsecurity.org
www.oil-price.net

Fond de carte: Comersis.com / Icônes Flaticon

Annexe III

L'arc chiite

Sunnites et chiites



Source *Questions internationales*, n°21, septembre-octobre 2006, p. 21.

Annexe IV

Les îles Tiran et Sanafir



Source <http://blog-sam-la-touch.over-blog.com/2016/04/accord-entre-l-egypte-et-l-arabie-saoudite-le-prix-d-une-ile-deserte-l-egypte-reconnait-la-souverainete-de-l-arabie-saoudite-sur-de>

BIBLIOGRAPHIE

Liste des articles

- Charte de la Ligue Arabe, Site officiel de la Ligue arabe : www.arabeleagueonline.org.
- ABDERRAHIM Kader, « Les courants de l’Islam et leur impact géopolitiques », vidéo *IRIS*, 19 février 2016.
- ALABBASI Mamoon, « Premiers signes de malaise entre l’Egypte et l’Arabie Saoudite », *middleeasteye.net*, 2 avril 2015.
- AOUN Marie-Claire, « Vers la fin de l’état rentier en Arabie saoudite ? », *Actuelles de l’Ifri*, février 2016.
- AUGÉ Benjamin, « L’espoir d’une indépendance énergétique retrouvée en Egypte », *note de l’IFRI*, février 2016.
- AYEBA Habib, « Infrastructures et réseaux hydrauliques : une nouvelle carte de l’Égypte », *Égypte/Monde arabe*, Première série, 1/1990, mis en ligne le 08 juillet 2008.
- BAUCHARD Denis, « Les défis de l’Egypte du président Sissi », *Note de l’IFRI*, avril 2015.
- BENILLOUCHE Jacques, « Et si Israël devenait un ennemi frontal de l’Etat Islamique ? », *Le Monde*, 7 juillet 2015.
- BILLION Didier, « Egypte : le cocktail explosif de la répression politique et du terrorisme » *IRIS*, Interview 22 juillet 2015.
- BILLION Didier, « Egypte : une situation préoccupante », *IRIS Le point*, 20 avril 2016.
- BONIFACE Pascal, « Arabie Saoudite : Etat Islamique ? » vidéo *IRIS*, 25 janvier 2016.
- CLEMENT Françoise, « Vers une économie libérale. Introduction », *Égypte/Monde arabe*, Première série, 9/1992, mis en ligne le 08 juillet 2008.
- COVILLE Thierry, « Un fonds de 2000 milliards de dollars pour construire une économie post-pétrole : l’Arabie Saoudite peut-elle espérer réussir son pari après avoir délibérément créé un système hors sol ? », *Atlantico IRIS*, 7 avril 2016.
- DAZI-HENI, Fatiha. « Le Conseil de coopération du Golfe : une coopération de sécurité et de défense renforcée » *Sciences Po*, 2011.

- GRESH Alain, « La grande peur de l'Arabie Saoudite », *Le Monde Diplomatique*, Mai 2014.
- HUGON Philippe, « Les nouveaux acteurs de la coopération en Afrique », *Revue internationale de politique de développement*, Genève, mars 2010.
- LAHAR Faysal « Fiche technique n°2. Hamas mouvement de la résistance islamique hamas : harakat'al-muqawama'al-islamiyya falastin », *Outre-Terre*, 4/2005(n°13), p. 277-297.
- NABLI Béligh, « Vers une « armée de la Ligue arabe » ? », *IRIS L'Economiste maghrébin*, 13 avril 2015.
- NABLI Béligh, « Arabie Saoudite : la décadence d'un régime », *IRIS*, 28 septembre 2015.
- NABLI Béligh, « Géopolitique et élections en Egypte », *L'Economiste maghrébin IRIS*, 19 octobre 2015.
- NABLI Béligh, « L'Arabie Saoudite et ses ennemis chiites », *L'économiste maghrébin IRIS*, 7 janvier 2016.
- NABLI Hamdi « Quelle géostratégie pour quel monde arabe ? », *IRIS*, Décembre 2015
- TOSSA Mustapha, « L'Arabie saoudite entre en guerre contre les Frères Musulmans », *Huffington Post*, 17 mars 2014.
- ZOHRY Ayman, « The Place of Egypt in the regional migration system as a receiving country », *Revue Européenne des migrations Internationales, Moyen-Orient : mutations récentes d'un carrefour migratoire*, vol. 19, n°3, 2003, p. 129-149.

Liste des livres

- AYAD Christophe, *Géopolitique de l'Égypte*, édition complexe, 2002, 144 p.
- BASBOUS Antoine, *L'Arabie saoudite en guerre*, édition Perrin, 2004.
- BASBOUS Antoine, *L'islamisme, une révolution avortée ?*, Hachette, 2000.
- BATTISTI Vincent et IRETON François (éd.), *L'Égypte au Présent. Inventaire d'une société avant révolution*. Paris, Sindbad-Actes Sud, 2011, 1 179 p.
- CHOUET Alain, *Au cœur des Services Spéciaux : la menace islamiste*, La Découverte, 2013.
- KEPEL Gilles, *Le prophète et le pharaon*, La Découverte, Paris, 1984.
- KEPEL Gilles, *La revanche de Dieu*, Seuil, Paris, 1991.
- KEPEL Gilles, *Jihad, expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, Paris, 2000.
- MARCHAND Stéphane, *Arabie saoudite, la menace*, Fayard, Paris, 2003.
- MOGHIRA Mohamed Anouar, *L'Égypte, clé des stratégies au Moyen Orient. Trente ans de politique égyptienne et arabe sous H. Moubarak*, Éd. l'Âge d'Homme, Paris, 2009.
- PAUL Jacques-Jocelyn, *Arabie saoudite, l'incontournable*, Riveneuve éditions, 2016, 544 p.
- ROUADJIA Ahmed, *Les Frères et la mosquée*, Karthala, Paris, 1990.
- SANSAL Boualem, *2084, la fin du monde*, 2015.